

Brochure n° 3014

Convention collective nationale

IDCC : 2336. – **ORGANISMES GESTIONNAIRES
DE FOYERS ET SERVICES
POUR JEUNES TRAVAILLEURS**
(6^e édition. – Mars 2004)

AVENANT N° 11 DU 1^{ER} DÉCEMBRE 2004
RELATIF AU CHOIX DE L'ORGANISME GESTIONNAIRE DES RÉGIMES DE
PRÉVOYANCE « RISQUE DÉCÈS ET ARRÊT DE TRAVAIL » ET « FRAIS DE
SANTÉ »

NOR : *ASET0550049M*
IDCC : 2336

Article 1^{er}

Objet

Cet avenant a pour objet de désigner l'institution gestionnaire du régime de prévoyance « Risque décès et arrêt de travail » et « Frais de santé » en application de l'avenant n° 10 qui modifie les dispositions des articles 17.14 et 18.8 de la convention collective nationale du 16 juillet 2003.

Article 2

Désignation du régime

Après avoir engagé une consultation, les signataires désignent MACIF Mutualité pour assurer la gestion des régimes de prévoyance « Risque décès et arrêt de travail » et « Frais de santé » des salariés couverts par la convention collective nationale du 16 juillet 2003.

Article 3

Durée

Cette désignation prend effet au 1^{er} juillet 2005 pour une durée de 5 ans.

Article 4

Dispositions particulières

Au cours de l'année 2009, un bilan sera réalisé et il pourra être engagé une consultation auprès de divers organismes ou reconduire l'organisme en place afin de permettre à la commission paritaire nationale de négociation de désigner, à compter du 1^{er} juillet 2010, l'organisme gestionnaire du régime de prévoyance « Risque décès et arrêt de travail » et « Frais de santé » de la branche.

Article 5

Provisions techniques

Afin d'éviter que les assurés en incapacité temporaire ou en invalidité ne perçoivent les prestations de base de l'ancien gestionnaire, l'organisme désigné ci-dessus demandera et recevra du précédent gestionnaire les provisions techniques effectuées par ce dernier dans la gestion du régime prévoyance « Risque décès, arrêt de travail et invalidité ».

L'organisme désigné ci-dessus versera la totalité des prestations (prestations de base et revalorisations) « Incapacité temporaire » et « Invalidité » et assurera le paiement des prestations décès pour les salariés en incapacité ou en invalidité avant le 1^{er} juillet 2005.

Article 6

Une convention avec l'organisme gestionnaire détermine les modalités de gestion du régime, de révision ou de dénonciation de la convention.

Article 7

Accord d'entreprise

Aucun accord d'entreprise ne peut modifier le présent avenant.

Article 8

Entrée en vigueur

Le présent avenant prendra effet en application des dispositions de l'article L. 132-2-2 du code du travail.

Article 9

Révision. – Dénonciation

Le présent avenant pourra être révisé conformément aux dispositions légales.

Article 10

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 1^{er} décembre 2004.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Syndicat national employeur des foyers et services pour jeunes travailleurs (SNEFOS-JT).

Syndicats de salariés :

Fédération nationale des syndicats des services de santé et services sociaux CFDT ;

Fédération CFTC santé et sociaux ;

Fédération française de la santé, de la médecine et de l'action sociale CFE-CGC ;

Union nationale des syndicats et sections syndicales des salariés des foyers et services pour jeunes travailleurs CGT (UNS-CGT-FJT).